

Unité bidépartementale du Calvados et de la Manche
1 bis rue de la Libération
BP 70271
50001 Saint-Lô cedex

Saint-Lô, le 09/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MONT-BLANC

2 rue Rex Combs
CHEF DU PONT
50480 SAINTE-MERE-EGLISE

Références : 50/2022-051

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2022 dans l'établissement MONT-BLANC implanté 2 rue Rex Combs CHEF DU PONT 50480 SAINTE-MERE-EGLISE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MONT BLANC SAS
- 2 rue Rex Combs CHEF DU PONT 50480 SAINTE-MERE-EGLISE
- Code AIOT dans GUN : 0005302864
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Statut IED : IED

La société Mont-Blanc située à Sainte-Mère-Église est spécialisée dans la fabrication de desserts lactés stérilisés et de laits concentrés non sucrés stérilisés.

Les activités de la société sont autorisées par arrêté préfectoral du 17 octobre 2018 au titre de la rubrique 3642 de la nomenclature des installations classées pour une capacité de production de 246 tonnes de produits finis par jour.

Le site relève de la directive relative aux émissions polluantes, directive dite « IED », au titre de la rubrique 3642 (traitement et transformation de matières premières végétales ou animales en vue de la fabrication de produits alimentaires).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Visite de récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31 mai 2021 (prévention du risque lié aux légionelles).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Accessibilité - Conception	AP de Mise en Demeure du 31/05/2021, article 1er	Arrêté préfectoral de mise en demeure	Sans objet
Entretien préventif et surveillance de l'installation	AP de Mise en Demeure du 31/05/2021, article 1er	Arrêté préfectoral de mise en demeure	Sans objet
Entretien préventif et surveillance de l'installation	AP de Mise en Demeure du 31/05/2021, article 1er	Arrêté préfectoral de mise en demeure	Sans objet
Entretien préventif et surveillance de l'installation	AP de Mise en Demeure du 31/05/2021, article 1er	Arrêté préfectoral de mise en demeure	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés sur site le 24 février janvier 2022 et des éléments complémentaires transmis le 4 mars 2022 suite à la visite, l'inspection considère que l'exploitant a répondu aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31 mai 2021.

Il n'en demeure pas moins que les dépassements encore constatés en fin d'année 2021 sur le circuit UP1 notamment mettent en évidence que la situation n'est pas encore satisfaisante et que la société Mont-Blanc doit poursuivre les actions engagées en vue de la maîtrise du risque lié à la prolifération des légionelles. A noter que depuis le début de l'année 2022, les résultats d'analyses sont conformes aux valeurs limites réglementaires pour tous les circuits de l'établissement.

A la demande de l'inspection des installations classées, plusieurs contrôles inopinés légionelles seront menés au cours de l'année 2022.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Accessibilité - Conception

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 31/05/2021, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Sans objet
Prescription contrôlée : Sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter l'article 12.II.a de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié en créant des aménagements permettant d'accéder aux parties internes et aux rampes de dispersion des tours aéroréfrigérantes des installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air des circuits UP1 et UP2 de façon à faciliter leur entretien dans les conditions de sécurité et le contrôle de l'efficacité de cet entretien.
Constats : L'exploitant a apporté des modifications sur les circuits UP1 et UP2. La tour aéroréfrigérante du circuit UP2 a été remplacée en décembre 2021 (cf. photo ci-dessous). De part sa conception, la nouvelle tour comprend des aménagements permettant d'accéder aux parties internes de celle-ci. Dans son plan d'actions transmis le 31 août 2021 pour répondre à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31 mai 2021, l'exploitant a indiqué que des trappes d'accès avaient été installées le 20 juillet 2021 sur l'ancienne tour désormais démantelée. Deux trappes ont été installées sur la tour aéroréfrigérante du circuit UP1 afin d'accéder aux parties internes de celle-ci (cf. photo ci-dessous). Compte tenu de la hauteur de la trappe située en haut de la tour, l'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'il doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour pouvoir accéder à celle-ci dans de bonnes conditions de sécurité en vue de pouvoir vérifier les parties internes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Entretien préventif et surveillance de l'installation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 31/05/2021, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Sans objet
Prescription contrôlée : Sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter l'article 26.I.1.a de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié en présentant une liste exhaustive des bras morts de conception et d'exploitation des installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air des circuits SCHEFFERS, UP1 et UP2 et des échéances de réalisation d'actions correctives associées (basées notamment sur l'évaluation de la criticité des bras morts d'exploitation) en vue de minimiser le risque de prolifération.
Constats : L'exploitant a engagé une révision de l'évaluation des bras morts des circuits UP1, UP2 et Scheffers courant août 2021. Cette évaluation a été complétée par un audit externe réalisé par la société BWT le 23 novembre 2021 sur le circuit UP1 et le 1er février 2022 pour le circuit Scheffers. L'analyse menée conclut à l'absence de bras mort sur le circuit Scheffers et la présence d'un bras mort fonctionnel de 30 litres sur le circuit UP1 et d'un bras mort fonctionnel de 136 litres sur le circuit UP2. Suite à ces évaluations, des modalités de fonctionnement ont été définies par l'exploitant pour gérer le risque associé à ces bras morts (pour les circuits UP1 et UP2 : traitement choc préventif avec un biocide réalisé le lundi au démarrage et le vendredi avant l'arrêt du week-end, mode de fonctionnement automatique lors des phases d'arrêt (hors week-end) pour que l'eau circule dans les bras morts, modification en novembre 2021 du mode de circulation d'eau dans le circuit UP1). L'inspection tient à rappeler que, dans la mesure du possible, la suppression des bras morts reste la solution à privilégier.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Entretien préventif et surveillance de l'installation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 31/05/2021, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Sans objet
Prescription contrôlée : Sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter l'article 26.I.1.b de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié en justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau à effet permanent des installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air des circuits QUAI & SCHEFFERS au regard des recommandations techniques du fournisseur du biocide oxydant BWT CS3016+.
Constats : L'exploitant a mis en place le 25 mai 2021 sur les circuits Quai et Scheffers un asservissement d'injection du biocide à la concentration en chlore dans ces deux circuits de refroidissement. Cet asservissement correspond aux recommandations du fournisseur du biocide.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Entretien préventif et surveillance de l'installation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 31/05/2021, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Sans objet
Prescription contrôlée : Sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter l'article 26.I.1.b de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié en élaborant un plan d'entretien des installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air des circuits QUA1, SCHEFFERS, UP1 et UP2 définissant les mesures d'entretien préventif visant à réduire le biofilm et les dépôts sur les parois des installations.
Constats : Au regard du plan d'actions transmis le 31 août 2021, un plan d'entretien a été créé le 26 août 2021. Ce plan d'entretien a été présenté au cours de l'inspection. Cette action permet de répondre à l'arrêté préfectoral de mise en demeure. Toutefois, il a été constaté que la traçabilité des actions réalisées dans la mise en œuvre de ce plan d'entretien doit être améliorée. L'inspection demande à l'exploitant de renforcer sa rigueur d'exploitation sur le sujet. Il est demandé à l'exploitant de transmettre, pendant 6 mois, la traçabilité des opérations d'entretien réellement réalisées sur les circuits QUA1, SCHEFFERS, UP1 et UP2. Ce point pourra, le cas échéant, faire l'objet d'un contrôle lors d'une prochaine visite d'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet